

Art. 23. Dans le même arrêté est inséré un article 11^{ter}, rédigé comme suit :

« Art. 11^{ter}. Par dérogation à l'article 8, § 3, la note de justification 2005 ne doit pas être soumise à l'approbation du conseil provincial si les conditions suivantes sont remplies :

1° si le conseil provincial a déjà approuvé un plan annuel 2006 et si le rapport de l'évaluation et des modifications intermédiaires relatives à l'exécution du plan directeur en matière d'animation des jeunes sont reprises à ce plan annuel;

2° si aucune modification supplémentaire pour 2006 n'est reprise à la note de justification. »

Art. 24. A l'article 13 du même arrêté, les mots « le tour de consultation intérimaire » sont remplacés par les mots « l'évaluation intérimaire », et les mots « l'article 16, § 3 » sont remplacés par les mots « l'article 18, § 1^{er}. »

CHAPITRE III. — *Arrêté du Gouvernement flamand du 12 septembre 2003 portant exécution du décret du 14 février 2003 portant soutien et stimulation des politiques communales, intercommunales et provinciales en matière de jeunesse et d'animation des jeunes, relatif au subventionnement des administrations communales qui mènent une politique d'espace pour les jeunes comme faisant partie intégrante de la politique de l'animation des jeunes*

Art. 25. A l'article 1^{er}, 6°, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 septembre 2003 portant exécution du décret du 14 février 2003 portant soutien et stimulation des politiques communales, intercommunales et provinciales en matière de jeunesse et d'animation des jeunes, relatif au subventionnement des administrations communales qui mènent une politique d'espace pour les jeunes comme faisant partie intégrante de la politique de l'animation des jeunes, les mots « rapport d'activité : le rapport d'activité annuel » sont remplacés par les mots « note de justification : la note de justification annuelle ».

Art. 26. A l'article 1^{er} du même arrêté, le point 7° est remplacé par la disposition suivante :

« 7° l'administration de la Jeunesse : l'agence autonomisée interne « Sociaal-Cultureel Werk voor Jeugd en Volwassenen ». »

Art. 27. A l'article 8, § 2, les mots « les rapports d'activité » sont remplacés par les mots « les notes de justification » et au § 3 du même article, les mots « des rapports d'activité » sont remplacés par les mots « des notes de justification ».

Art. 28. L'article 9 du même arrêté est abrogé.

Art. 29. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 30. Le Ministre flamand ayant les affaires culturelles dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 juin 2006.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
Y. LETERME

Le Ministre flamand de la Culture, de la Jeunesse, des Sports et des Affaires bruxelloises,
B. ANCIAUX

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 3019

[2006/202497]

7 JUILLET 2006. — Décret modifiant le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret vise à transposer partiellement la Directive 2003/35/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 mai 2003 prévoyant la participation du public lors de l'élaboration de certains plans et

programmes relatifs à l'environnement, et modifiant, en ce qui concerne la participation du public et l'accès à la justice, les Directives 85/337/CEE et 96/61/CE du Conseil.

Art. 2. L'article 65, § 1^{er}, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. L'autorité compétente, pour délivrer le permis d'environnement en première instance, peut, sur avis du fonctionnaire technique et des instances désignées par le Gouvernement, compléter ou modifier les conditions particulières d'exploitation :

1° si elle constate que ces conditions ne sont plus appropriées pour éviter, réduire les dangers, nuisances ou inconvénients visés à l'article 2 ou y remédier;

2° si cela est nécessaire, pour assurer le respect des normes d'immission fixées par le Gouvernement;

3° si cela est nécessaire, pour assurer le respect des exigences en matière de surveillance et de déclaration des émissions des installations, notamment des émissions de gaz à effet de serre spécifiés des installations.

L'autorité compétente, pour délivrer le permis d'environnement en première instance, envoie sa proposition ou la demande de complément ou de modification des conditions particulières d'exploitation, visée à l'article 67 :

1° au fonctionnaire technique, lorsque celui-ci n'est pas l'autorité compétente;

2° à l'exploitant;

3° au collègue des bourgmestre et échevins de la ou des communes sur le territoire de laquelle ou desquelles est situé l'établissement, lorsque celui-ci n'est pas l'autorité compétente.

Lorsqu'il n'est pas l'autorité compétente, le fonctionnaire technique dispose d'un délai de trente jours, à dater de la réception de la proposition ou de la demande visée à l'alinéa 2, pour remettre un avis sur la nécessité d'organiser une enquête publique. A défaut d'avis dans ce délai, une enquête publique est organisée.

Lorsqu'il est l'autorité compétente, il transmet sa décision d'organiser une enquête publique au collège des bourgmestres et échevins concomitamment à l'envoi de la proposition ou de la demande visée à l'alinéa 2.

La proposition de l'autorité compétente ou la demande de complément ou de modification des conditions particulières d'exploitation visée à l'article 67 est soumise à une enquête publique organisée par le collège des bourgmestres et échevins dans la ou les communes sur le territoire de laquelle ou desquelles est situé l'établissement, conformément aux articles 24 à 26, § 2, alinéa 1^{er}, et 27 à 29, lorsque :

— cette proposition ou cette demande vise le cas où une pollution causée par l'établissement est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission existantes d'un permis ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission;

— la demande de complément ou la modification des conditions particulières d'exploitation visée à l'article 67 peut avoir un effet important sur l'environnement.

Sur la base des avis recueillis, le fonctionnaire technique envoie son avis à l'autorité compétente dans les cinquante jours suivant la clôture de l'enquête publique ou, si aucune enquête n'a été organisée, dans les cinquante jours suivant l'envoi de la proposition ou de la demande de complément ou de modification des conditions particulières. Passé ce délai, la procédure est poursuivie. Le jour où il envoie son avis, le fonctionnaire technique en avise le demandeur et l'exploitant.

L'autorité compétente envoie sa décision au demandeur, au fonctionnaire technique, à l'exploitant ainsi qu'à chaque autorité ou administration consultée dans un délai de trente jours à dater du jour où elle reçoit l'avis du fonctionnaire technique.

A défaut de décision de l'autorité compétente dans ce délai, l'avis du fonctionnaire technique vaut décision et modification du permis. Lorsque le fonctionnaire technique est l'autorité compétente, la demande est censée être rejetée. »

Art. 3. L'article 69 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 69. Un recours, envoyé et instruit conformément au chapitre IV, est ouvert :

1° à toutes les personnes visées par l'article 67 contre les décisions prises en vertu de l'article 65;

2° aux personnes non visées au 1° justifiant d'un intérêt contre les décisions prises en vertu de l'article 65, § 1^{er}.

Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée. »

Art. 4. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 7 juillet 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,
M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,
Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances,
Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2005-2006.*

Documents du Conseil 387 (2005-2006), n^{os} 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance publique.

Discussion. Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 3019

[2006/202497]

7. JULI 2006 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Das vorliegende Dekret zielt darauf ab, die Richtlinie 2003/35/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Mai 2003 über die Beteiligung der Öffentlichkeit bei der Ausarbeitung bestimmter umweltbezogener Pläne und Programme und zur Änderung der Richtlinien 85/337/EWG und 96/61/EG des Rates in Bezug auf die Öffentlichkeitsbeteiligung und den Zugang zu Gerichten umzusetzen.

Art. 2 - Artikel 65 § 1 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 1. Die zuständige Behörde kann im Hinblick auf die Ausstellung in erster Instanz der Umweltgenehmigung auf Gutachten des technischen Beamten und der von der Regierung bezeichneten Instanzen die besonderen Betriebsbedingungen ergänzen oder abändern:

1° wenn sie feststellt, dass diese Bedingungen nicht mehr angemessen sind, um die in Artikel 2 erwähnten Gefahren, Belastungen oder Nachteile zu vermeiden, zu verringern oder diesen abzuwehren;

2° wenn dies erforderlich ist, um die Einhaltung der von der Regierung festgelegten Immissionsnormen zu gewährleisten;

3° wenn dies erforderlich ist, um die Anforderungen in Sachen Überwachung und Berichterstattung der Emissionen der Anlagen, insbesondere der Emissionen von spezifizierten Treibhausgasen der Anlagen, zu gewährleisten.

Zur Ausstellung in erster Instanz der Umweltgenehmigung sendet die zuständige Behörde ihren in Artikel 67 erwähnten Vorschlag oder den Antrag auf Ergänzung oder Abänderung der besonderen Betriebsbedingungen:

1° an den technischen Beamten, wenn es sich nicht um die zuständige Behörde handelt;

2° an den Betreiber;

3° an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde(n), auf deren Gebiet sich der Betrieb befindet, wenn es sich nicht um die zuständige Behörde handelt.

Wenn der technische Beamte nicht die zuständige Behörde ist, verfügt er über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Eingang des in Absatz 2 erwähnten Vorschlags oder Antrags, um ein Gutachten über die Notwendigkeit der Organisation einer öffentlichen Untersuchung abzugeben. Wird innerhalb dieser Frist kein Gutachten abgegeben, wird eine öffentliche Untersuchung organisiert.

Wenn er die zuständige Behörde ist, übermittelt er seinen Beschluss, eine öffentliche Untersuchung zu organisieren, gleichzeitig mit dem in Absatz 2 erwähnten Vorschlag oder Antrag an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium.

Der in Artikel 67 erwähnte Vorschlag der zuständigen Behörde oder der Antrag auf Ergänzung oder Abänderung der besonderen Betriebsbedingungen unterliegt gemäß den Artikeln 24 bis 26 § 2 Absatz 1 und 27 bis 29 einer vom Bürgermeister- und Schöffenkollegium organisierten öffentlichen Untersuchung in der(den) Gemeinde(n), in der(denen) sich der Betrieb befindet, wenn:

— dieser Vorschlag oder Antrag den Fall betrifft, in dem eine vom Betrieb verursachte Verschmutzung von derartigem Ausmaß ist, dass Anlass besteht, die bestehenden Emissionsgrenzwerte zu revidieren oder neue Emissionsgrenzwerte mit einzuschließen;

— der in Artikel 67 erwähnte Antrag auf Ergänzung oder Abänderung der besonderen Betriebsbedingungen eine bedeutende Auswirkung auf die Umwelt haben kann.

Auf der Grundlage der eingeholten Gutachten sendet der technische Beamte sein Gutachten innerhalb von fünfzig Tagen nach der Beendigung der öffentlichen Untersuchung oder falls keine öffentliche Untersuchung organisiert wurde, innerhalb von fünfzig Tagen nach der Einsendung des Vorschlags oder des Antrags auf Ergänzung oder Abänderung der besonderen Betriebsbedingungen an die zuständige Behörde. Nach Ablauf dieser Frist wird das Verfahren weitergeführt. Am Tag, an dem der technische Beamte sein Gutachten einsendet, setzt er den Antragsteller und den Betreiber davon in Kenntnis.

Die zuständige Behörde sendet ihren Beschluss innerhalb von dreißig Tagen ab dem Tag, an dem sie das Gutachten des technischen Beamten erhält, an den Antragsteller, den technischen Beamten, den Betreiber sowie an jede zu Rate gezogene Behörde oder Verwaltung.

Falls die zuständige Behörde innerhalb dieser Frist keinen Beschluss gefasst hat, gilt das Gutachten des technischen Beamten als Beschluss und Abänderung der Genehmigung. Falls der technische Beamte die zuständige Behörde ist, gilt der Antrag als abgelehnt.»

Art. 3 - Artikel 69 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 69 - Folgenden Personen steht ein gemäß Kapitel IV eingesandter und eingeleiteter Einspruch offen:

1° allen in Artikel 67 erwähnten Personen, und zwar gegen die aufgrund des Artikels 65 gefassten Beschlüsse;

2° allen Personen, die nicht in Punkt 1° erwähnt werden und die ein Interesse nachweisen können, und zwar gegen die aufgrund des Artikels 65 § 1 gefassten Beschlüsse.

Der Einspruch setzt die Durchführung des angefochtenen Beschlusses nicht aus.»

Art. 4 - Das vorliegende Dekret tritt an dem von der Regierung festgelegten Datum in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 7. Juli 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,
M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,
Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels,
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—
Fußnote

(1) *Sitzung 2005-2006*
Dokumente des Rats 387 (2005-2006), Nrn. 1 bis 5
Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung.
Diskussion. Abstimmung.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 3019

[2006/202497]

7 JULI 2006. — Decreet tot wijziging van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet beoogt de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2003/35/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 mei 2003 tot voorziening in inspraak van het publiek in de opstelling van bepaalde plannen en programma's betreffende het milieu en, met betrekking tot inspraak van het publiek en toegang tot de rechter, tot wijziging van de Richtlijnen 85/337/EEG en 96/61/EG van de Raad.

Art. 2. Artikel 65, § 1, van het decreet van 11 maart betreffende de milieuvergunning wordt vervangen als volgt :

« § 1. Vooraleer de milieuvergunning in eerste instantie af te geven, kan de bevoegde overheid op advies van de technisch ambtenaar en van de door de Regering aangewezen organen de specifieke exploitatienormen aanvullen of wijzigen :

1° als ze vaststelt dat ze niet meer geschikt zijn om de in artikel 2 bedoelde risico's, hinder of ongemakken te voorkomen, te beperken of te verhelpen;

2° om, zo nodig, te zorgen voor de inachtneming van de door de Regering bepaalde immissienormen;

3° om, zo nodig, te zorgen voor de inachtneming van de eisen inzake de bewaking en de rapportage van de emissies van de installaties, met name de gespecificeerde broeikasgasemissies van de installaties.

Vooraleer de milieuvergunning in eerste instantie af te geven stuurt de bevoegde overheid haar voorstel of verzoek tot aanvulling of wijziging van de specifieke exploitatienormen bedoeld in artikel 67 :

1° naar de technisch ambtenaar wanneer hij niet de bevoegde overheid is;

2° naar de exploitant;

3° naar het college van burgemeester en schepenen van de gemeente(n) op het grondgebied waar de vestiging gelegen is wanneer het niet de bevoegde overheid is.

Wanneer hij niet de bevoegde overheid is, beschikt de technisch ambtenaar over een termijn van dertig dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het voorstel of verzoek bedoeld in het tweede lid, om advies te geven over de noodzaak om een openbaar onderzoek te organiseren. Bij gebrek aan advies binnen die termijn wordt een openbaar onderzoek georganiseerd.

Wanneer hij de bevoegde overheid is, maakt hij gelijktijdig met het versturen van het voorstel of het verzoek bedoeld in het tweede lid zijn beslissing tot organisatie van een openbaar onderzoek over aan het college van burgemeester en schepenen.

Het voorstel van de bevoegde overheid of het verzoek tot aanvulling of wijziging van de specifieke exploitatienormen bedoeld in artikel 67 is onderworpen aan een openbaar onderzoek georganiseerd door het college van burgemeester en schepenen van de gemeente(n) op het grondgebied waar de vestiging gelegen is, overeenkomstig de artikelen 24 tot 26, § 2, eerste lid, en 27 tot 29, als :

— het voorstel of verzoek betrekking heeft op het geval waarin de door een vestiging veroorzaakte vervuiling zo omvangrijk is dat het aangewezen is de bestaande emissiegrenswaarden van een vergunning te herzien of in nieuwe emissiegrenswaarden te voorzien;

— het verzoek tot aanvulling of wijziging van de specifieke exploitatienormen bedoeld in artikel 67 aanzienlijke milieueffecten kan hebben.

Op basis van de ingewonnen adviezen stuurt de technisch ambtenaar zijn advies naar de bevoegde overheid binnen vijftig dagen na afloop van het openbaar onderzoek of, indien geen onderzoek georganiseerd wordt, binnen vijftig dagen na het versturen van het voorstel of verzoek tot aanvulling of wijziging van de specifieke exploitatienormen. Na afloop van deze termijn wordt de procedure voortgezet. De technisch ambtenaar verwittigt de aanvrager en de exploitant de dag waarop hij zijn advies verstuurt.

De bevoegde overheid stuurt haar beslissing naar de aanvrager, de technisch ambtenaar, de exploitant en naar elke geraadpleegde overheid of administratie binnen een termijn van dertig dagen, die ingaat op de datum waarop zij het advies van de technisch ambtenaar ontvangt.

Bij gebrek aan beslissing van de bevoegde overheid binnen die termijn geldt het advies van de technisch ambtenaar als beslissing en wijziging van de vergunning. Als de technisch ambtenaar de bevoegde overheid is, wordt de aanvraag geacht verworpen te zijn. »

Art. 3. Artikel 69 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 69. Er kan een overeenkomstig hoofdstuk IV opgestuurd en ingesteld beroep aangetekend worden :

1° door elke persoon bedoeld in artikel 67 tegen de beslissingen genomen krachtens artikel 65;

2° door de niet in 1° bedoelde personen die het bewijs leveren dat ze er belang bij hebben beroep in te stellen tegen de beslissingen genomen krachtens artikel 65, § 1.

Het beroep schorst de aangevochten beslissing niet. »

Art. 4. Dit decreet treedt in werking op de datum die de Regering bepaalt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 7 juli 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrustingen en Patrimonium,

M. DAERDEN

De Minister van Vorming,

Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Nota

(1) Zitting 2005-2006.

Stukken van de Raad 387 (2005-2006), nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, openbare vergadering.

Bespreking. Stemming.